

**GRÈCE,
DANS LE JEU DE LA DETTE**

<i>UN DETOUR PRÉALABLE DANS LE MONDE DE LA FINANCE</i>	<i>page 2</i>
<i>LA CRISE GRECQUE, ENFANTÉE PAR LA CRISE MONDIALE DE LA DETTE</i>	<i>page 7</i>
<i>LA GRÈCE DANS LE COLLIMATEUR DE LA HAUTE FINANCE</i>	<i>page 8</i>
<i>LE PREMIER PLAN D'AIDE, UN NŒUD COULANT AUTOUR DU COU DE LA GRÈCE (mai 2010)</i>	<i>page 11</i>
<i>LE SECOND PLAN D'AIDE ET SON VOLET « EFFACEMENT » (février 2012)</i>	<i>page 14</i>
<i>LA PROMESSE D'ALLÈGEMENT BIDON (novembre 2012, mai 2016)</i>	<i>page 17</i>
<i>UN EXEMPLE DE L'EFFONDREMENT DU MODE DE VIE : LA SANTÉ</i>	<i>page 18</i>
<i>LA FINANCE S'INVITE DANS LE JEU POLITIQUE</i>	<i>page 20</i>
<i>LE CAPITALISME EN GRÈCE</i>	<i>page 21</i>
<i>LA PUISSANCE DE L'ÉGLISE ORTHODOXE</i>	<i>page 22</i>
<i>LA GAUCHE RADICALE JOUE AU REFERENDUM (juin-juillet 2015)</i>	<i>page 23</i>
<i>LE TROISIÈME PLAN D'AIDE VOTÉ PAR LA GAUCHE DE SYRIZA ET TSIPRAS (août 2015)</i>	<i>page 25</i>
<i>LA GRÈCE INSTALLÉE DANS LA DETTE (jusqu'en 2050)</i>	<i>page 26</i>

La crise dite « grecque » a démarré en 2009. Depuis cette date, se sont succédés en Grèce une rafale de plans d'austérité sur le dos de la population, 11 millions d'habitants. En cinq ou six ans, en moyenne, les Grecs ont perdu un quart de leur revenu. Et les plus modestes ont été ceux qui ont le plus perdu, jusqu'à 50%, parfois plus. Les trois quarts des gens qui ont un travail n'ont plus les moyens de se soigner. Le système de santé est démoli, on demande aux gens d'apporter même du papier toilette à l'hôpital. Les médecins sont obligés de trier entre les gens qu'ils décident de soigner, et ceux qui ne le seront pas, trop vieux par exemple, car on n'a plus les moyens de prendre en charge tout le monde.

La France, l'Allemagne, le FMI, nous a-t-on dit, aident la Grèce. On lui donne des milliards, par dizaines, si ce n'est par centaines. Et pourtant, le problème ne semble pas du tout se régler. Pire, à un moment, on a craint la contagion de cette crise à d'autres pays, comme l'Espagne, le Portugal, ou même à toute la zone euro. Nos chefs d'État ont été obligés de passer des nuits blanches pour inventer des solutions au niveau de l'Europe.

On nous a expliqué que tout ceci était la faute des mauvaises habitudes de la Grèce. Ils ne payent pas leurs impôts, ils vivent au-dessus de leurs moyens, ils trichent sur leurs comptes... Bref, on découvre, tout d'un coup, qu'on a laissé entrer dans l'Europe un bien mauvais élève, et que ce petit enfant mal éduqué, à lui seul, avec ses 11 millions d'habitants, peut faire vaciller la première puissance économique mondiale, l'Union européenne et ses 510 millions d'habitants.

Oui, il y a de quoi se poser des questions. Et c'est ce que nous allons faire. Mais avant, nous allons faire un petit séjour dans un monde très spécial, car sans cela on risque d'être vite dérouté.

UN DETOUR PRÉALABLE DANS LE MONDE DE LA FINANCE

Bienvenue dans le monde de la finance. Un monde merveilleux pour certains, ceux qui manipulent les monnaies, euros, dollars, yens, par milliards, un monde qui respecte des règles qui n'ont rien à voir avec celles auxquelles nous sommes habitués, nous qui manipulons les euros seulement par milliers. Si l'on veut pouvoir suivre cette histoire, et comprendre le fin mot de l'histoire grecque du jeu de la dette, il faut commencer par accepter l'idée que les règles ne sont franchement pas les mêmes pour les uns et pour les autres. Et nous allons ici en détailler quelques-unes avant de faire le voyage qui va nous emmener en Grèce.

Pour commencer, dans le monde de la haute finance, grandes banques, grosses sociétés d'assurance, fonds de pension, etc., vous pouvez vendre quelque chose que vous n'avez même pas encore acheté. Essayez, vous, de revendre aujourd'hui une bagnole que vous comptez acheter dans trois mois ! Evidemment, personne ne va vous l'acheter. Mais entre banquiers, ou fonds de pension, etc., c'est monnaie courante. Ils appellent cela une « vente à découvert ».

Quel est l'intérêt ? C'est de pouvoir gagner avant de dépenser. Vous pouvez être gagnant si vous réussissez à vendre maintenant quelque chose, et si son prix aura baissé lorsqu'il faudra la livrer.

Est-ce que je vais trouver un acheteur qui accepte ? Imaginons que je suis la BNP, j'envisage d'acheter des obligations américaines dans trois mois (on reverra un peu plus tard, ce que c'est exactement une obligation ; il suffit pour l'instant de savoir que ça se mesure comme tout dans le monde capitaliste, en une monnaie ou une autre, dollars, euros, etc.). Eh bien, je peux très bien vendre aujourd'hui pour 10 milliards de dollars d'obligations américaines : il suffit qu'un autre gros capitaliste en veuille.

Et il y a toutes les chances qu'il s'en trouve. Ainsi, par exemple, la banque allemande Deutsche Bank peut très bien se dire : on peut faire confiance dans la BNP, c'est une grosse banque, elle a fait ses preuves dans le passé, elle est soutenue par l'État français, qui est solide, etc. Je lui achète ces 10 milliards de dollars d'obligations, tout de suite, parce que je pense que, dans pas longtemps, ces dollars vont valoir un peu plus, (la valeur d'une monnaie peut bouger chaque jour par rapport à une autre). Si la différence est, de 10%, ça me fait un bénéfice de 1 milliard... Sans rien faire d'autre que d'acheter : pas mal, non !

Evidemment, la Deutsche Bank prend un risque, car il se peut très bien que le dollar, au lieu de voir sa valeur monter par rapport à l'euro, baisse. Oui, mais la deutsche Bank paye des flopees d'analystes, de prévisionnistes, qui étudient tout ce qui se passe et qui vont lui dire si ça vaut le coup de prendre ce risque. Et, en fonction de ce qu'ils disent, elle peut, au lieu d'acheter pour 10 milliards, n'en acheter que 5 ou 2, et attendre un peu, pour décider de la suite.

Bon, maintenant, vous voyez que la Deutsche Bank peut effectivement m'acheter quelque chose que je n'ai pas, des obligations américaines, et pour 10 milliards de dollars.

La Deutsche Bank est donc d'accord pour m'acheter mes 10 milliards d'obligations américaines. Mais ne croyez pas qu'elle va les trouver dans ses coffres ! pas du tout. Il faut là encore oublier nos petites règles de gens qui ne connaissons que les milliers, nous sommes dans les milliards. La Deutsche Bank n'a pas besoin de sortir quoi que ce soit de ses coffres pour me payer mes 10 milliards dollars. Elle va chercher cet argent sur le marché... sur les marchés financiers. Elle va annoncer en public, au public de la finance, qu'elle voudrait emprunter pour 10 milliards de dollars.

Et à ce moment-là, au Japon par exemple, la Bank of Tokyo va se dire : La Deutsche Bank, je sais qu'elle est sérieuse, elle a le soutien de l'État allemand, qui est costaud économiquement ; si elle fait une opération, - je ne sais pas très bien laquelle, car il y a partout le secret dans le monde des affaires - je peux avoir confiance en elle ; il y a de bonnes chances que ça marche, donc elle pourra me rembourser sans problème. Et la Bank of Tokyo répond à Deutsche Bank : ok, je suis d'accord, je te prête pour 10 milliards de dollars. Et là, vous allez me dire : on n'a pas avancé ; maintenant, c'est la Bank of Tokyo qui sort l'argent ; c'est un peu pareil, non ? Pas exactement.

Après la première règle qui veut qu'on peut vendre sans acheter, après la deuxième qui est qu'on peut trouver des milliards rien qu'en allant au marché, on arrive maintenant à la plus merveilleuse règle de ce monde ultra merveilleux. C'est que vous n'avez pas besoin d'avoir de l'argent dans votre coffre pour le prêter, et en tirer d'ailleurs en plus des intérêts. Cette règle a pour nom la règle « *prudentielle* » : il suffit qu'une banque possède 8 euros pour prêter jusqu'à 100 euros ; une banque qui possède 8 millions peut prêter jusqu'à 100 millions, et ainsi de suite. Cette règle, c'est leur baguette magique.

Dans notre exemple, la Bank of Tokyo peut donc très bien prêter à la Deutsche Bank pour acheter mes 10 milliards de dollars d'obligations américaines, si elle a simplement 800 000 dollars dans ses coffres, en fait sur ses lignes d'ordinateur. En fait, ça veut dire tout simplement que les banques... créent de l'argent. Et là encore, c'est entièrement basé sur le simple fait que quelqu'un, un capitaliste, n'importe où sur la planète, l'accepte. Tout est basé, à tous les niveaux, sur la confiance. Et c'est aussi pour cela que lorsque celle-ci se retourne, tout ce système peut s'écrouler comme un château de cartes.

Nous commençons à nous familiariser avec le monde de la haute finance. Il nous faut encore regarder un point essentiel dans l'histoire qui va suivre, c'est la dette de l'Etat. Si l'on regarde en arrière dans l'histoire du capitalisme depuis deux siècles, on s'aperçoit que les Etats s'endettent lourdement pour faire la guerre. La dette des Etats devient gigantesque en période de guerre, car ils empruntent autant que possible pour payer leurs dépenses, et qu'on ne produit alors... que pour mieux détruire. Mais après chacune des deux guerres mondiales, les Etats ont cherché à résorber leur dette. Car plus la dette est lourde, plus il faut, en plus des remboursements échelonnés à payer, ajouter les intérêts, qu'on appelle aussi la « charge » de la dette.

On ne va pas entrer ici dans la manière de faire, mais simplement retenir qu'une fois les guerres terminées, les Etats modernes, comme la France, l'Angleterre, etc. réussissaient à effacer leur dette, et se remettaient à vivre d'une manière équilibrée : les recettes, les rentrées d'argent équilibrant les dépenses régulières. Et le moyen par lequel on parvient à cet équilibre, c'est l'impôt. En l'absence d'endettement, les dépenses des Etats sont essentiellement payées par l'impôt. Tout cela, c'est le fonctionnement du système, en gros, jusqu'à la crise qui éclate en 1973.

En dehors des périodes de guerre, les États avaient donc un budget équilibré. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et le changement date en gros de 1973. Que s'est-il donc passé ?

En 1973, éclate une crise économique, alors que le monde capitaliste semblait les avoir rayées de la carte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Depuis, on a appelé cette période, qui va de la fin de la guerre à ces années-là, les Trente glorieuses. Que s'est-il passé en 1973 ? Officiellement, c'est le monde arabe qui est le fautif. Ou plutôt l'OPEP, organisation des pays producteurs de pétrole. Car ces pays, pour la première fois, s'entendent entre eux et réussissent ainsi à faire monter le prix auquel ils vendaient leur pétrole à l'Occident. Auparavant, c'est plutôt l'Occident qui imposait son prix, un prix très bas.

C'est vrai, tout cela a sans doute compté. Le pétrole étant au cœur du système, puisqu'il est l'énergie principale qui fait tourner les machines, les choses sont devenues plus chères à produire, et la croissance a ralenti. Si on prend les pays qui utilisent l'euro, et qu'on regarde comment évolue leur PIB (Produit intérieur brut, le total annuel des richesses produites), on s'aperçoit que le PIB avait une croissance de 6,7% par an, en 1961. La production totale de ces pays augmentait d'une année sur l'autre de 6,7%. En 2015, pour les mêmes pays, la croissance n'est que de 1,7% par an, quatre fois moins ! Les pays riches deviennent toujours plus riches, mais moins vite qu'avant ces années 1970.

Seulement, il y a une autre raison que la hausse du prix du pétrole. Et celle-là est bien plus grave pour le système. C'est que la productivité elle-même a ralenti. Autrement dit, l'introduction des machines, les méthodes modernes d'organisation, ont épuisé leurs possibilités de progrès.

Quoi qu'il en soit, cette période autour de 1975 est un tournant. Et suite à cette crise de la croissance qui commence en 1975 - et qui dure toujours – un changement essentiel va se produire dans la manière de financer l'État. On a vu que jusque là, c'était simple : c'est l'impôt qui sert à trouver l'argent qui permet à l'État de fonctionner. Mais à partir de 1975, Reagan aux États-Unis, Thatcher en Grande-Bretagne, vont décider de tout changer, et ils seront bientôt suivis par les autres pays qui comptent. En France, ce sera fait par Mitterrand. Ce changement, c'est qu'au lieu de financer les dépenses de l'État avec l'impôt, on va au contraire baisser autant que possible les impôts, et chercher de l'argent en empruntant.

Qui va être le grand gagnant dans l'opération ? Eh bien, tous ceux qui ont de l'argent, beaucoup d'argent, et qui vont pouvoir prêter à l'État. Et c'est pour cela que, depuis cette période, on entend les économistes dire sans arrêt que l'État est trop gros, qu'il faut le dégraisser, qu'il faut le réformer. Une fois les impôts baissés, l'État est bien obligé d'aller sur le marché qu'on a vu tout à l'heure, les marchés financiers, pour emprunter et payer ses bataillons de fonctionnaires, policiers, enseignants.

En France, il y a une administration spéciale qui ne fait que cela. C'est l'Agence France Trésor. L'AFT scrute toutes les dépenses et toutes les entrées de l'État jour par jour, semaine par semaine, mois par mois, parfois heure par heure en période de crise : si les comptes disent qu'il y a de l'argent en trop, il est immédiatement placé quelque part, en espérant qu'il va rapporter ; si à l'inverse on prévoit un manque, on lance un emprunt sur les marchés financiers. L'État va emprunter de l'argent à qui veut bien lui acheter ; en échange cet acheteur reçoit de l'État une, des « obligations ». C'est ce que donne l'État pour garantir qu'il remboursera bien ce qu'il a emprunté, et qu'il versera aussi des intérêts, dans un pourcentage qu'il fixe d'avance. C'est donc un engagement de l'État lui-même, et c'est une des meilleures garanties qui puisse exister dans le monde capitaliste. C'est au fond un fonctionnement tout à fait volontaire, puisque cela garantit aux capitalistes qui peuvent acheter ces obligations d'être toujours de plus en plus riches.

Pour donner une idée, des obligations d'État qui circulent ainsi, il y en a pour 150 milliards de milliards de dollars à chaque instant (chiffre de 2014) (près du double du montant global du marché actions). Si ce marché est gigantesque, c'est que tous les États du monde fonctionnent en s'endettant perpétuellement. C'est aussi que l'endettement s'est multiplié avec la crise des subprime et ses conséquences (2007/2008).

Ce fonctionnement, basé sur un endettement chronique de l'État, est un tournant essentiel dans l'histoire du capitalisme. Un tournant qui met fin à une période de trente années. En effet, en 1944, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis avaient convoqué une conférence économique mondiale, et mis en place les « accords de Bretton Woods ». Là, ils ont imposé leur monnaie, le dollar, comme seule monnaie d'échange international (ce qui n'est plus le cas depuis), en la basant sur son stock d'or, le plus important du monde. Mais en même temps, en bons capitalistes connaissant bien les tendances du système, ils ont fait le choix de mettre une limite à la rapacité des banques et autres marchés financiers .

Les dirigeants politiques américains ont enlevé aux banquiers la possibilité de fixer eux-mêmes les taux d'intérêt de l'argent qu'ils allaient prêter. Et ils ont chargé un organisme lié à l'État de s'en occuper. Ils ont ainsi contraint les marchés financiers à faire passer leur intérêt (faire payer le plus cher possible les emprunts) après l'intérêt des autres secteurs

(notamment l'industrie) de manière à assurer la reconstruction rapide de la société capitaliste toute entière. C'est ce cadenas mis sur les mains de la finance que Reagan et Thatcher ont enlevé après 1975-1979.

Désormais, c'est le marché qui décide des taux d'intérêt des obligations d'État. Comment fait-il, « *le marché* » ? Eh bien, des banques ont mis en place des agences de notation, qui mettent des notes aux obligations émises par les États, entre autres. La meilleure note est le fameux triple A. Si une agence juge qu'un pays n'est pas en assez bonne forme économiquement, elle peut baisser sa note. Et les acheteurs d'obligations, qui sont des fonds de pension, des fonds d'investissements, des grandes banques, des assurances, tous ces gens vont alors exiger du pays qu'il monte le taux d'intérêt de ses obligations, de ses emprunts. Sinon, ils ne lui prennent plus d'obligations. Or, les États, on l'a vu, ont un besoin vital d'en placer régulièrement. Donc, plus le pays va mal, plus on lui fait payer cher ses emprunts d'État.

Constamment endettés, les États sont obligés d'emprunter constamment aussi pour pouvoir rembourser ce qu'ils doivent déjà. Si un État ne parvient pas à vendre ses obligations à temps, s'il ne peut pas payer ne serait-ce qu'une échéance, à la date fixée, c'est la faillite, autant dire une catastrophe. Voilà le nouveau fonctionnement des États et de leur dette.

Dans la pratique, un État qui sait qu'il risque de se retrouver dans une telle situation va être obligé de s'adresser au FMI, le Fonds monétaire international. Le FMI peut accepter de lui avancer de l'argent. Mais d'une part, il ne va certainement pas lui avancer toute la somme d'un coup. Il va échelonner ce qu'il appelle son « *aide* », avec par exemple un versement tous les trois mois. Et il va en même temps mettre une série de conditions.

En général, il va lui demander de baisser son coût de fonctionnement et d'augmenter ses recettes. Pour augmenter les recettes, il faut augmenter les impôts, et selon les cas viser les pauvres, les classes moyennes, ou même, mais cela se voit bien rarement, les plus riches. Pour baisser son coût de fonctionnement, il aura à se débarrasser d'une partie de ses fonctionnaires, ou baisser leurs salaires, à les faire partir à la retraite plus tard (une fois à la retraite, ils ne sont plus qu'une dépense, leur activité ne rapporte plus rien) ; il devra aussi cesser d'aider les pauvres s'il le fait en apportant une aide financière par exemple à ceux qui produisent du pain, pour pouvoir le vendre peu cher.

Si on ne veut pas en passer par les conditions draconiennes du style du FMI, il y aurait une autre solution. Mais celle-là est quasiment révolutionnaire : ce serait de répudier la dette. C'est ce qu'ont fait les bolcheviks en Russie en 1917, en annulant le fameux emprunt russe. Comme celui-ci avait été lancé pour financer aussi la participation de l'État tsariste à la Première Guerre mondiale, les bolcheviks ont déclaré qu'eux y avaient été opposés, et qu'ils n'avaient donc rien à rembourser. Mais dans ce cas, la réponse du capitalisme, c'est en général la guerre.

D'autres pays ont connu la guerre pour avoir osé répudier leur dette. Haïti a été envahi plusieurs fois par les États-Unis sous ce prétexte. Avant la Première Guerre mondiale, la France l'avait aussi utilisé pour intervenir militairement au Maroc. De toute manière, un pays qui annule sa dette sera désormais très mal vu par la communauté capitaliste, et les marchés financiers vont le boycotter, ou encore lui imposer qu'il vende ses emprunts avec des taux d'intérêt plus élevés que les autres, histoire de le lui faire payer.

LA CRISE GRECQUE, ENFANTÉE PAR LA CRISE MONDIALE DE LA DETTE

Automne 2009. Soudain, alors que personne n'entendait spécialement parler de la Grèce, on n'entend plus que le nom de ce pays, matin, midi et soir. C'est la « crise grecque », nous dit-on. On a découvert, paraît-il, que les chiffres de l'économie grecque étaient truqués. On accuse les Grecs de tout et n'importe quoi : ils ne payent pas leurs impôts, ils ont vécu au-dessus de leurs moyens, ils trichent sur leurs comptes, ils vivent sur le dos de l'Europe... Voilà pour ce que l'on comprend en lisant les titres des journaux, télé, papier ou internet.

En fait, cette crise a démarré dans les fins fonds, on devrait dire les bas fonds, du monde capitaliste. Tout avait commencé, non pas en Grèce, mais aux États-Unis, en 2007. Les banques américaines avaient vendu à crédit des tonnes de maisons individuelles à de pauvres Américains, incapables ou presque incapables de les payer. Le calcul des banquiers était que le prix de l'immobilier a toujours été à la hausse. Donc, pour les gens qui n'y arriveraient pas, il n'y aurait qu'à saisir la maison, et la revendre. On aurait quand même un bénéfice à ce moment-là. Sauf que trop c'est trop. La quantité de ces ventes à crédit de mauvaise qualité, puisque peu sûres quant au remboursement, a été telle que d'un coup, la confiance même dans ces « *subprime* » s'est effondrée.

On estime qu'il y en a eu pour quelque chose comme 1300 milliards d'euros de subprime. Chaque banque sait évidemment combien elle a de subprime, chaque banque va évidemment vouloir s'en débarrasser et surtout ne pas en avoir plus. Mais toutes les banques en ont. Personne n'en veut, tout le monde veut s'en défaire : résultat, leur valeur s'effondre à rien du tout. Mais en même temps, c'est la confiance même dans les autres banques qui commence à s'effriter. Car, on l'a vu en introduction, les banques sont tout le temps en train de se prêter de l'argent les unes les autres. Et le phénomène ne s'arrête pas aux frontières des États-Unis. On le découvrira en 2008, lorsque la crise va toucher l'Europe : des subprime, remélangés à autre chose, ont été revendus un peu partout, dans le monde capitaliste.

Voilà pourquoi la crise des subprime est devenue une crise mondiale de la dette. Les banques étant au cœur de ce système se sont retrouvées au bord de la faillite. L'une d'elles, fera effectivement faillite, en septembre 2008 : la cinquième plus grosse banque américaine, Lehman Brothers. Mais ce genre de grosse banque a aussi plus d'emprunts en cours auprès des autres, qui du coup, ne peuvent plus espérer être remboursées en quoi que ce soit par Lehman Brothers. Et c'est le monde entier de la finance qui va alors frôler l'effondrement.

Le système a été sauvé, ou plutôt les banques ont été sauvées, partout de la même manière : ce sont les États qui vont injecter de l'argent, celui-là crédible, dans les banques. En quelques semaines, de l'Europe à l'Arabie saoudite, de la Suisse à l'Inde ou à l'Australie, on totalise 3000 milliards d'euros ainsi offerts par les États à leurs banquiers.

Mais, si vous suivez bien, vous allez vous demander : comment donc ont fait les États pour trouver ces 3000 milliards ? La réponse est toujours la même : il leur suffit d'aller emprunter sur les marchés financiers. Et sur les marchés financiers, il y a entre autres... les banquiers. Donc, les États empruntent aux banques, aux assurances, aux fonds de pension, aux hedge funds, etc. pour 3000 milliards de dollars, qu'il leur faudra évidemment rembourser, avec des intérêts à payer en plus. Concrètement donc, les États émettent des tonnes et des tonnes d'obligations.

Si on résume les choses, ce sont les banques qui étaient en crise, car elles avaient ces subprime et autres produits toxiques dits « dérivés ». Les États ont au fond racheté ces produits qui ne valent rien, et ils se sont considérablement endettés. Il faut donc s'attendre à ce que ces États, maintenant, se tournent vers leurs populations, et leur extorquent l'argent nécessaire pour payer les intérêts et rembourser les montagnes d'obligations qu'ils ont placées.

Mais ils ne vont pas le faire tout de suite. L'urgent, c'est de laisser passer la colère des populations, qui viennent de voir à quel point les banques étaient au cœur des spéculations, et combien ce système était dangereux. Alors, on attend un an, deux ans, trois ans. Quitte à s'endetter un peu plus. En France, les récoltes des divers impôts restent inchangées, quasiment, en 2009, 2010, 2011. L'impôt sur le revenu va se mettre à enfler en 2012 et 2013, permettant une récolte qui passe de 52 milliards en 2011 et monte à 72 milliards en 2013 : près de 40% de hausse en deux ans.

Au bout de deux ou trois ans, les populations ne vont plus faire le même lien avec la crise. On aura multiplié les boucs émissaires bidon, comme avec l'affaire du trader Jérôme Kerviel. Et on pourra dire que l'État est très endetté, que ça ne peut pas rester comme cela éternellement, que cette dette coûte cher et qu'il faut la diminuer d'urgence. Voilà ce qui s'est donc passé, à peu près partout.

Et en Grèce aussi. En 2008, l'État grec a donc émis, comme les autres, des paquets d'obligations, pour emprunter sur les marchés financiers. Il n'y a alors pas de crise grecque. Mettre sur le dos de la Grèce quoi que ce soit de la crise mondiale ferait rigoler tout le monde. C'est pourtant ce qu'il va se passer.

LA GRÈCE DANS LE COLLIMATEUR DE LA HAUTE FINANCE

En parlant de la crise « grecque », on va faire oublier la crise tout court, et le rôle des banques qu'il a fallu sauver. Cela démarre en décembre 2009 : la note de la dette publique grecque à long terme et celle des 4 principales banques commerciales de Grèce est abaissée. Immédiatement, les marchés financiers réagissent. Ceux qui habituellement achetaient des obligations à la Grèce cessent de lui en acheter. L'État grec remonte alors les taux d'intérêt des emprunts qu'il propose. Il n'est pas en faillite, mais cette simple alerte rend nerveux les capitalistes du monde entier.

Dans les médias, on nous donne comme explication que les Grecs sont des gros tricheurs. Le nouveau gouvernement Papandreou, qui succède à Karamanlis, vient en effet d'annoncer que le déficit du budget, que son prédécesseur disait être à 7% du PIB, est en réalité à 12,7%. On apprend aussi que les comptes de la Grèce avaient été truqués aussi pour la faire entrer dans la zone euro. Et on conclut de tout ceci que tous les chiffres des Grecs sont douteux.

Commence donc une campagne pour nous dire et nous répéter que les Grecs sont de gros dépensiers. Le Monde écrit qu'ils sont « habitués à dépenser sans compter ». Et le Premier ministre grec lui-même, Papandreou, pour critiquer ses prédécesseurs, en rajoute, expliquant que les deniers publics « au lieu d'être utilisés pour le développement ont fréquemment servi à acheter des maisons, des voitures, à vivre dans le farniente ».

On apprend que c'est la banque américaine Goldman Sachs, en 2001, qui avait aidé le gouvernement grec de l'époque à camoufler une partie de sa dette publique, pour pouvoir respecter les critères de Maastricht, et adhérer à l'Union européenne. Pour entrer dans la zone euro, il faut afficher que le déficit budgétaire (total des déficits de l'État, des collectivités locales et de la sécurité sociale) soit de moins de 3% du PIB. Et il faut aussi que la dette publique, la somme des emprunts, soit inférieure à 60% du PIB.

Mais ce genre de trucage, tout le monde l'a fait. Le Monde daté 20/2/2010 écrit à propos de la Grèce : *« le pays est, semble-t-il, loin d'être seul à avoir eu recours à des astuces financières conseillées par des banques de New York et de Londres. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et le Portugal ont, eux aussi, "optimisé" leurs comptes avec l'aide de Goldman Sachs, JP Morgan, Barclays ou encore feu "Lehman Brothers" (...) L'Italie a fait partie des pays les friands de cette ingénierie financière. Le pays a notamment multiplié les opérations de titrisation de sa dette. Autrement dit l'Etat a revendu au marché ses créances sous forme de titres financiers pour se débarrasser de sa dette. La Belgique, de son côté, a titrisé des arriérés fiscaux (en 2006) (...) La France n'a pas été absente du jeu (...) Jusqu'en 2002, le pays a utilisé des outils financiers complexes de couverture (des "swaps de taux") pour modifier les échéances de remboursements de sa créance "Pour les Etats, ces opérations permettent de reporter la dette à plus tard. Et pour les banques, ce sont des promesses de marges juteuses ».*

Tout le monde triche, donc. Mais les plus forts peuvent se permettre dénoncer les petits, l'inverse est plus difficile. Il en est de même pour les deux fameux critères de Maastricht : pas plus de 3% de dette publique et pas plus de 60% de déficit. La Grèce est mise au ban de la zone euro par l'Europe, par les gouvernements allemand et français, parce que sa dette publique atteint 227 milliards d'euros. Mais au même moment, la dette de la France dépasse les 1500 milliards. Les sept pays les plus riches de la planète (le G7 : USA, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Canada, Italie) totalisent l'équivalent de 20 000 milliards d'euros de dettes publiques. Alors, pourquoi soudain s'en prendre à la Grèce. Parce qu'en réalité, derrière les langages polis, et la soi-disant neutralité des chiffres, ce qui compte, au fond, c'est bel et bien le rapport de forces.

La dette peut à tout moment redevenir un moyen de domination du plus fort sur le plus faible. Quand il ne fait pas la guerre tout court, le capitalisme fait de la guerre économique. On ne nous en parle évidemment pas, en France, mais si l'État français s'implique, avec l'État allemand, dans la « crise grecque », ce n'est pas pour rien. Les chiffres clés qui permettent de comprendre commencent à transparaître, mais dans une presse que ne lit pas la population. Le Monde commence à expliquer qu'une partie essentielle des emprunts grecs, des obligations grecques, sont détenues par des banques françaises et allemandes. On apprend que ces banques ont des filiales en Grèce : Emporiki est une filiale du Crédit Agricole où il détient 850 millions d'euros, Geniki est une filiale de la Société Générale qui en possède pour 3 milliards d'euros ; la BNP serait également dans le coup. En Allemagne, ce sont la Dresdner Bank et Hypo Real Estate qui sont impliquées en Grèce.

Et on comprend bientôt que si les chefs d'État français et allemand sont sur le pont 24 heures sur 24 pour suivre la crise grecque, ce n'est pas vraiment parce que la Grèce est le berceau de la démocratie... Si la Grèce fait faillite, ce que les banques françaises et allemandes possèdent et qui vient de Grèce ne vaut plus rien.

Plus les jours avancent, plus les chiffres vont monter. Le mardi 27 avril 2010, c'est l'affolement sur les marchés : selon la BRI, la banque des Règlements internationaux, les banques françaises en auraient en réalité pour 53 milliards d'emprunts grecs (au 31 décembre 2009). Ce qui place la France en tête, devant même les établissements allemands (40 à 45 milliards d'euros). Sur les 280 milliards du total de la dette grecque, les banques françaises en détiendraient entre un tiers et un quart.

Mais pourquoi donc les banques françaises avaient-elles été ainsi acheter de l'emprunt grec en si grande quantité ? On finira, là encore, par le comprendre. Entre 2005 et 2009, la Grèce a été pour la France le deuxième acheteur mondial d'armements ; et elle a été le troisième pour les Allemands. La Grèce a ainsi consacré 4% de son PIB à la défense, deux fois plus que la France ! C'est donc pour pouvoir lui vendre des montagnes d'armements qu'on a acheté de l'emprunt grec à tire larigot.

Il y a aussi une raison plus ancienne qui explique l'engouement des banques des deux grands chefs de l'Europe pour la Grèce. C'est que l'entrée même de la Grèce dans la zone euro, en 2001, a renforcé l'appétit des prêteurs. En effet, ils ont pensé qu'en cas de problème, la solidarité des autres pays de la zone jouerait, leur apportant ainsi une garantie solide. Et c'est bien ce qui va se passer.

Ainsi, bien avant la crise des subprime, on a prêté largement pour développer les infrastructures du pays, ou pour les Jeux olympiques de 2004. En fait, pour espérer se remettre à flot après la crise des subprime, c'est un peu partout que les banques ont utilisé des fonds prêtés ou donnés par la BCE, ou par la Fed (la réserve fédérale américaine), pour pousser à l'endettement, non seulement la Grèce, mais tous les pays où ils pouvaient imposer des taux d'intérêt plus élevés, donc des pays plutôt fragiles. Entre juin 2007 et septembre 2008, les banques privées d'Europe occidentale ont augmenté leurs prêts à la Grèce d'un tiers.

Mais revenons à 2009. Les banques françaises et des banques allemandes ayant trop prêté, sont en danger. Il y aurait alors une solution capitaliste toute simple, presque évidente : refaire le même coup qu'en 2008 ; que l'État français, l'État allemand, offrent de l'argent à ces banques. Sauf que se pose un problème politique : si on fait cela, tout le monde va voir qu'on sauve les banques, et on va comprendre que si l'État nous demande des efforts ensuite, c'est en fait non pas pour équilibrer ses comptes, et réduire les déficits, comme il le dit, mais bien pour renflouer des banques. Car en 2009 ou 2010, le choc et la responsabilité des banques dans la crise sont encore dans toutes les têtes. Il serait donc politiquement dangereux de procéder ainsi.

On fait donc un autre choix : on va « *aider* » la Grèce. L'avantage, c'est que cela souligne que c'est la Grèce, le problème. On va le démontrer et le redémontrer en allant sur place, ou en ramenant à Bruxelles les ministres grecs. Mais en réalité, c'est un gigantesque bras de fer capitaliste qui commence, un bras de fer où la Grèce n'est qu'un pion minuscule.

On l'a déjà dit, c'est la banque américaine Goldman Sachs, première banque d'affaires mondiale, qui avait aidé la Grèce à présenter des comptes acceptables pour entrer dans l'Union européenne. Goldman Sachs sait donc tout du budget et des comptes du pays, peut-être plus que la Grèce elle-même. Eh bien, Goldman Sachs, quand il voit les chefs d'État Sarkozy et Merkel venir « *aider* » la Grèce, n'est pas du tout content. C'est que Goldman Sachs, avec d'autres, a contribué à mettre la Grèce dans le rouge, pour y gagner.

Alternatives économiques (mars 2010) explique comment. Depuis 2009, des investisseurs, dont certainement Goldman Sachs, se sont mis à vendre de grosses quantités de titres grecs. Ils les vendent « à découvert » (vous savez maintenant ce que c'est : sans les avoir encore achetés). Ils ne possèdent pas ces titres (des obligations), mais ils font le pari que lorsqu'il faudra les livrer à leurs clients, ils vaudront moins cher que le prix actuel. Et donc, ils empocheront la différence.

En clair, c'est une spéculation à l'effondrement des titres grecs, et elle va effectivement aboutir à ce que les titres grecs s'effondrent : si vous en vendez beaucoup, ça va se voir, les autres vont penser que si on en revend ainsi, c'est qu'il y a un problème, et ils vendent aussi leurs titres grecs, s'ils en ont ; et plus on en vend, plus leur valeur baisse. C'est ainsi qu'on oblige le gouvernement à proposer des taux d'intérêt de plus en plus élevés. C'est donc double bénéficiaire pour les Goldman Sachs et compagnie : ils empochent la différence du prix de la vente « à découvert » puisque le prix du titre va effectivement baisser, et ils empochent aussi la hausse qui vient du taux d'intérêt qui a monté.

Si on prend un peu de recul, on réalise qu'il se passe quelque chose d'énorme : les États se sont endettés pour sauver des banques. Et ces mêmes banques se mettent, un an et demi plus tard, à attaquer des États !

Cette attaque prend d'autres formes encore. C'est Le Monde qui précise (éditorial du 11/2/2010) : « *La probabilité que la Grèce ne rembourse pas ses dettes est quasi nulle ; cela n'empêche pas les marchés financiers de créer des CDS "credit default swaps" qui sont une assurance contre défaut de paiement ; or ces CDS sont eux-mêmes objets de spéculation et, surtout, leurs cours ont une influence directe sur le rendement des obligations émises par les États* ». Autrement dit, ces assurances, inventées par les banques, vont aggraver la méfiance envers la Grèce, et enfoncer un peu plus le pays. « *Conclusion : spéculer sur les difficultés d'un État à rembourser ses dettes accroît, voire provoque, les difficultés de cet État* ». Et qui détient ces assurances CDS : 3 banques, JP Morgan, Goldman Sachs, Deutsche Bank, pour 75% du marché.

Pour être complet sur l'opération, il faut encore dire un mot des hedge funds. Ce sont des fonds dont l'activité est vouée à la spéculation. Une fois l'attaque contre la Grèce commencée, ils s'en donnent à cœur joie. Et qui leur prête de l'argent pour mener leurs opérations ? les banques, toujours elles.

Début 2010, un stratège de la banque de « grande clientèle » Natixis reconnaît que, « *au regard des fondamentaux économiques, la situation de la Grèce n'est pas pire que celle du Royaume-Uni* ». Mais dans la guerre économique comme dans la guerre tout court, c'est à ceux qu'on considère les plus faibles qu'on fait la guerre, pour les pressurer. Derrière la Grèce, les marchés financiers, américains notamment, mais ils ne sont sûrement pas seuls, visent le Portugal, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, ce qui donnera l'acronyme de PIGS.

Du coup, c'est la zone euro tout entière qui pourrait courir un danger. Deuxième raison pour Sarkozy et Merkel, pour se mobiliser.

*LE PREMIER PLAN D'AIDE,
UN NŒUD COULANT AUTOUR DU COU DE LA GRÈCE (mai 2010)*

Le choix de ne pas aider directement les banques allemandes pour Merkel, françaises pour Sarkozy, amène donc à une solution qui va ressembler bigrement à ce qu'a fait le FMI pendant des années : obliger le pays qu'on va « aider » à un « *plan d'ajustement structurel* », en échange de l'aide apportée. Au programme, hausse de la TVA, l'impôt sur la consommation, un gel des salaires et des retraites. À Athènes, le gouvernement promet de se soumettre

Mais les différents protagonistes sont loin d'être d'accord sur tout. Merkel veut mettre dans le coup le FMI. C'est un choix politique. Elle sait que l'aide à la Grèce sera impopulaire, il ne faut donc pas donner l'impression que seules l'Allemagne et la France vont avancer des sous. De plus, le FMI a du métier pour obliger un État à lui obéir. Il faut chercher le FMI car lui seul sait jouer le rôle du méchant flic. Mais la BCE, la banque centrale européenne, est contre l'idée de voir le FMI s'occuper de ce qui se passe en Europe. Sarkozy insiste pour qu'au moins la majorité des prêts soient européens. Un premier accord a lieu : l'Allemagne va avancer 8,4 milliards d'euros, la France 6,3 milliards.

Mais ce sauvetage de la Grèce ne plaît pas du tout aux marchés financiers qui ont parié sur un effondrement de la Grèce. Eux préféreraient que la Grèce soit éjectée de la zone euro. Et ils continuent donc à jouer la chute de la Grèce. Fin avril 2010, la note grecque est encore abaissée, et tombe au niveau d'une « *obligation pourrie* ». Le FMI a beau déclarer qu'il ne faut pas trop croire les agences de notation, la crise s'aggrave. Il faut des négociations d'urgence entre le FMI, la BCE et la Grèce. Et maintenant, ce n'est plus de quelques milliards dont on parle, on parle d'un plan d'une centaine de milliards.

Pourquoi ce chiffre astronomique ? La Grèce n'a certainement pas besoin, là, tout de suite, de 100 milliards d'euros. Il lui faut, mois après mois, quelques milliards à chaque échéance. En fait, ce chiffre astronomique ne vise pas à régler le problème financier de la Grèce. Absolument pas. Il vise uniquement à dissuader les marchés financiers de continuer à attaquer la Grèce, en l'obligeant à emprunter à des taux d'intérêt énormes. C'est une manière de dire aux marchés : vous voulez spéculer sur un échec de ce que nous faisons en Grèce ; on vous sort la grosse artillerie ; on est prêt à sortir cent milliards s'il faut, mais on ne vous laissera pas gagner comme le voulez.

Aux yeux des populations, on donne l'impression qu'on offre à la Grèce 100 milliards d'euros. Évidemment, il n'en est rien. On ne donnera l'argent, chaque fois, que petite somme par petite somme, à des moments définis d'avance, les échéances. Et à chaque échéance, on peut envoyer les comptables du FMI (alors dirigé par Dominique Strauss-Kahn) et de la BCE vérifier si la Grèce a bien baissé ou bloqué les salaires, augmenté les impôts, etc. Et on ne se privera pas, de temps à autre, de dire que ce qui a été fait est insuffisant, que si on veut toucher la prochaine échéance, il en faut plus encore. En prime, cette manière de mettre le couteau sous la gorge à chaque versement permet aux marchés financiers de faire monter, encore, les taux d'intérêt des titres grecs. Fin avril 2010, on atteint ainsi les 10% pour les obligations à deux ans, c'est quatre ou cinq fois le taux de l'Allemagne ou de la France.

En fait, on est en train de passer un nœud coulant autour du cou de la Grèce. Car qui dit plan énorme, dit qu'il faudra rembourser toutes ces sommes, avec les intérêts qui vont avec. Et comme ces sommes sont énormes, c'est un plan qui va forcément durer de très longues années.

Le FMI exige une baisse générale des salaires, Merkel exige un plan d'économies crédible, pour réduire le déficit de 4 points, avec une réforme du droit du travail et des retraites. Le patronat grec applaudit.

Les premières mesures tombent sur la population grecque : un enseignant payé 2000 euros voit son salaire passer à 1800 ; pour garder ses habitudes de vie, il doit vivre à crédit, alors que les taux se mettent à grimper. Une infirmière explique que « *les plus vulnérables, à cause du manque de prise en charge sociale, ce sont les malades chroniques, les handicapés* ». Une jeune chômeuse, virée du jour au lendemain de son poste d'assistante dans une boîte de production audiovisuelle, s'insurge : « *C'est comme si on me demandait des comptes, mais à propos de quoi ? Des erreurs de gestion des décideurs politiques et économiques ? Des luttes d'influence entre la France et l'Allemagne ? On nous demande de consentir, mais sans nous offrir de perspective, c'est de la violence pure* ». Les premières manifestations ont lieu à Athènes : on entend « *FMI go home* ».

Début mai 2010, on découvre que des titres grecs pourris, il y a en a bien plus qu'on ne croyait, en Europe. Le Monde (2/3 mai 2010) écrit : « *Comme les subprime, la dette grecque s'est nichée un peu partout sur les marchés, en particulier dans les comptes des banques. Comme les subprime, on ignore exactement qui détient quoi* ». Résultat, c'est l'affolement sur les marchés, et le 27 avril, a lieu un Mardi noir : suite à une nouvelle baisse de la note grecque par l'agence Standard and Poor's, les bourses de la zone euro plongent. Le prix des actions baisse. Or, les actions, c'est la principale forme de richesse des gros capitalistes et des classes sociales les plus riches. En une journée, les actions de BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole chutent de l'ordre de 6%.

Il y a le feu. L'idée du plan d'une centaine de milliards doit être concrétisée d'urgence. Peut-être que l'Allemagne et la France avaient espéré qu'il avait suffi d'en parler pour calmer le jeu. En tout cas, ça n'a pas suffi. Tout ce beau monde multiplie réunion sur réunion. La BCE et le FMI veulent maintenant qu'en échange du plan qui se prépare, la Grèce réduise son déficit de dix points sur 2010 et 2011, ce qui est un effort énorme. On exige aussi de passer l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 65 ans ; plus une nouvelle augmentation de la TVA, qui passe de 21 à 23%, après une précédente déjà de 2% en mars ; des taxes nouvelles sont créées sur le tabac, l'alcool, l'impôt foncier. Côté salaires, il faut supprimer les 13^e et 14^e mois qui existaient dans la fonction publique, baisser aussi de 8% les primes ; il faut « assouplir » les règles de licenciements ; sont ouverts à la concurrence les transports, l'énergie, les professions fermées (notaires, pharmacies, buralistes). 30 000 salariés du secteur public vont être mis en chômage. Le Monde écrit en gros caractères (4 mai 2010) : « *Habitué jusqu'à là à dépenser sans compter, les Grecs vont devoir apprendre à faire l'inverse* ».

La stratégie du gouvernement grec est d'afficher bien fort qu'on frappe sur le secteur public. Traditionnellement, c'est là que les politiciens casent leurs petits protégés, et ce secteur est mal vu. Cela a l'avantage de permettre, en divisant l'opinion, de faire passer la pilule. Les gens du privé ne sont pas forcément choqués.

La manifestation du Premier mai rassemble 15 000 personnes à Athènes ; une grève générale est programmée pour le 5 mai. Le 6 mai, la crise s'enfle cette fois en s'étendant aux PIGS. Une rumeur a été lancée, selon laquelle l'Espagne envisage de frapper à la porte du FMI. Immédiatement, c'est une flambée sur les taux des titres de l'Espagne, du Portugal ; l'euro perd de la valeur face au dollar.

Le lendemain, le 7 mai 2010, le Parlement grec vote le premier grand plan d'aide, qu'on appellera Memorandum I : c'est un programme de prêts de 110 milliards d'euros ; 80 milliards sont fournis par les États de la zone euro (en gros 17 par la France, 22 par l'Allemagne, 14 pour l'Italie, 10 pour l'Espagne) ; 30 milliards sont fournis par le FMI. Ça, c'est pour la Grèce.

S'ajoute à ce plan l'annonce de la création d'un Fonds européen de stabilité financière (FESF), pour un montant de 750 milliards d'euros. En réalité ces milliards n'existent nulle part. C'est en fait une somme d'engagements : si l'Espagne ou le Portugal, ou pire l'Italie, étaient plus sérieusement menacées de se retrouver dans la même situation que la Grèce, les États européens se sont engagés à sortir, au total, 750 milliards...

En échange de cette protection, l'Espagne et le Portugal s'engagent à accélérer la réduction de leurs déficits. Les plans d'austérité s'abattent sur ces pays. Et ce ne sont pas les seuls. D'autres pays voient leur population gravement touchée, et l'on n'en parle quasiment pas. En Roumanie par exemple, il faut fouiller dans les pages du Monde (11 mai 2010) pour trouver ceci : « *Pour éviter la faillite, la Roumanie est contrainte à l'austérité prônée par le FMI : Bucarest va baisser de 25% les salaires de la fonction publique, licencier 10% des fonctionnaires et réduire de 15% les retraites* ».

En France, les banques s'adressent à leurs petits épargnants. Peut-être y a-t-il eu un début de panique chez certains d'entre eux, qui auraient commencé à retirer leur argent des banques impliquées en Grèce, car les choses finissent par se savoir. BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et PBCE expliquent donc que les épargnants français « *ne sont pas exposés au risque grec* ». On prend les gens pour des gogos : la dette grecque est une catastrophe qui nécessite une mobilisation des grands chefs de l'Europe et du monde, mais il n'y a aucun risque pour les Français...

Le plan d'aide est adopté le vendredi 7 mai 2010. Le lundi qui suit, 10 mai, c'est l'euphorie dans le monde financier : les bourses voient leurs actions grimper, le taux grec se met à baisser et celui des emprunts à dix ans passe dans la matinée de 12% à 6,6%.

Ce que viennent d'applaudir les marchés financiers, c'est une décision tout à fait nouvelle de la part de la BCE. La BCE a sorti ce qui est à leurs yeux l'arme nucléaire : elle a décidé de racheter elle-même de la dette grecque pourrie, ainsi que des obligations espagnoles et portugaises. C'est ce qui s'est fait pour les subprime aux États-Unis et en Grande-Bretagne, mais c'était interdit en Europe, pour ne pas lancer une inflation, une hausse des prix. Car, avec l'inflation, s'ensuit pour les riches capitalistes, une baisse de la valeur de leurs actions.

Fin du premier épisode. Mais ce n'est pas la fin de l'histoire.

LE SECOND PLAN D'AIDE ET SON VOLET « EFFACEMENT » (février 2012)

Il est évident pour tous les responsables que la Grèce ne peut pas, ne pourra jamais s'en sortir avec son endettement au départ de la crise de près de 300 milliards d'euros, auquel s'est ajouté ce plan de 110 milliards. Tout le monde de la finance le sait, mais personne ne le dit. Tout le monde fait semblant qu'on a réglé le problème grec. Mais dans les couloirs, on ne parle que d'une chose : un jour ou l'autre, il va falloir restructurer la dette grecque.

Restructurer la dette d'un Etat, cela peut se faire par divers moyens. Mais le plus classique est de reprendre la dette ou ce qu'il en reste, et de l'étaler sur une durée plus longue que prévu, ce qui permet d'en alléger un peu les intérêts. Cela signifie donc que le pays restera plus longtemps sous la coupe des marchés financiers. Mais là encore, les avis sont partagés : la BCE ne veut pas entendre parler de restructuration de cette dette. Elle craint qu'accepter une restructuration en Grèce soit suivi d'un effet de contagion à l'Irlande, au Portugal. À l'inverse, Berlin ne serait pas contre ; ce serait un moyen de rendre la dette grecque plus supportable, et plus crédible.

L'autre idée qui circule, ce serait une sortie de la Grèce de la zone euro. Et là, ce sont les dirigeants et constructeurs de l'Europe, la France et l'Allemagne, qui ne veulent évidemment pas en entendre parler. Laisser la Grèce sortir de la zone euro, c'est donner la victoire aux spéculateurs des marchés financiers, qui vont alors se ruer pour rejouer cette fois sur l'Espagne ou le Portugal, et c'est le risque de voir s'effriter la zone euro elle-même.

Pour l'instant, Papandreou se sert de toutes ces peurs pour justifier toutes les conditions des financiers et les faire accepter à la population grecque : il vaut mieux faire des efforts tout de suite, et que la Grèce s'en sorte, prétend-il. Il faut continuer à baisser les salaires, à fermer des écoles, des hôpitaux, des postes de police et des casernes. Papandreou fait fidèlement le boulot de l'impérialisme.

En tout cas, la Grèce est effectivement traitée comme l'ont été les pays du Tiers-Monde lorsqu'ils sont sous la coupe du FMI. A chaque fois qu'une tranche de l'aide doit être apportée, et dont le moment et le montant sont calculés pour la rendre indispensable, arrivent les financiers, qui vérifient l'état du pays, et imposent de nouvelles conditions.

Février 2011, une nouvelle tranche de l'« aide » doit être versée. Les prêteurs, qu'on appelle maintenant la troïka (FMI, BCE, Union européenne), demandent cette fois à Athènes de privatiser, c'est-à-dire de vendre, des entreprises de l'État à des capitalistes privés, et ce jusqu'à arriver à un montant de 50 milliards d'euros en 2015. Bien entendu, le personnel de ces entreprises se retrouvera aux ordres du privé. Il est envisagé de privatiser l'eau, le gaz, l'électricité, la poste, le chemin de fer, la loterie, les ports, les lieux touristiques, l'aéroport d'Athènes. C'est un nouveau tour de vis, et il est particulièrement injuste. En effet, les efforts faits ont déjà fait chuter le déficit, qui est passé de 15,4% du PIB à 9,4%, ce qui est énorme en un an.

Dans le Figaro (30/5/2011), on apprend que, comme par hasard, les entreprises allemandes et françaises sont intéressées par les privatisations qui s'annoncent. L'agence de téléphonie grecque OTE a de grandes chances de passer sous contrôle allemand : Papandreou propose à Deutsche Telekom (qui en détient déjà 30%) d'acheter 10% sur les 16% que l'État grec détient encore. « *Plutôt discrètes*, nous dit Le Figaro, *les entreprises françaises participeront aussi au mouvement de privatisations* ». La banque postale française s'intéresse à la banque postale grecque ; le PMU s'intéresse à son homologue grec ODIE, lié à des intérêts immobiliers importants. Le français Suez Environnement s'intéresse à l'eau de la ville de Thessalonique. GDF Suez possède déjà une part de Eyath, la société des eaux de cette région. Suez a déjà une dizaine de projets en Grèce, avec sa filiale Degrémont, dont une station des eaux usées de la capitale. Et EDF serait contacté pour la plus grosse privatisation envisagée, celle de DEI, Electricité de Grèce.

En réaction, la gauche multiplie les mouvements, dans un désordre assez complet : on en est à une dizaine de grèves générales (en fait, elles sont organisées pour une journée) ; chaque semaine, il y a des mouvements divers, des transports publics aux avocats, des journalistes aux pharmaciens. Selon Courant Alternatif (juin 2012), les bureaucraties syndicales appellent, mais ne font rien pour contrer les briseurs de grève, ni même organiser des piquets. Elles laissent les luttes s'émietter.

Le jour de la grève générale du 5 mai, il y a près de 200 000 manifestants. Mais dans la manifestation, on voit des gens de toutes tendances politiques, des gens de droite, des fascistes même, et des gens sans aucune identité politique. Les flics attaquent ici et là sans sommation, à moto et en groupes, faisant de nombreux blessés. CQFD raconte que des milliers de gens reprennent le vieux slogan anarchiste « *Flics, cochons, assassins !* » ; et aussi « *Que ce bordel de Parlement brûle !* » ; ou encore « *Salopes, salopes, on va vous pendre !* », que crient des milliers de prolos, sauf dans le cortège du parti communiste, qui se veut responsable.

En octobre 2011, les syndicats vont appeler cette fois à deux jours de grève générale, les 19 et 20. Selon Lutte Ouvrière, la mobilisation est importante dans les écoles, les universités, les transports, chez les éboueurs. La manifestation regroupe des travailleurs, des retraités, de jeunes étudiants, des chômeurs, et pour la première fois des commerçants en grève. Mais il y a deux cortèges dans les rues d'Athènes. L'un est dirigé par la confédération syndicale du secteur privé GSEE ; l'autre, Pame est lié au PC. Les deux cortèges vont en direction du Parlement. Il y a des incidents avec les flics. Le deuxième jour, Pame occupe la place devant le Parlement, se proclame « avant-garde » de la lutte. Puis arrivent les autres, GSEE, Adedy, des comités de lutte et d'occupation, des organisations politiques. Dans l'après-midi, un bataillon de groupes se disant anti-pouvoir (koukoulofourri) s'affronte au SO ; un syndicaliste du bâtiment meurt d'un infarctus, dû aux lacrymogènes des flics, selon un médecin. La foule se dissout alors.

Côté financiers, le bruit d'un nouveau plan de sauvetage circule depuis juin 2011 ; il serait chiffré à 60 milliards d'euros. Evidemment, plus il y a de plans, de milliards, plus il y aura d'intérêts à soutirer. Cela va coûter à la population ? Ce n'est pas trop ce qui inquiète un journal comme Le Monde (5/6 juin 2011) : « *Le pays a de la marge*, écrit-il. *Son patrimoine mobilier et immobilier est évalué à 270 milliards* ». Là, Le Monde fait un calcul qui ne se faisait jamais, car il compte des choses qui ne sont pas à vendre, les immeubles d'habitation du pays, par exemple, ou les routes...

Il y a donc, dans les hautes sphères du monde capitaliste, une tendance à vouloir piller la Grèce jusqu'à la moelle. Mais tous ne sont pas du même avis. En Allemagne, va apparaître une tendance à la prudence : on se dit qu'il faut plutôt calmer les choses, si on veut éloigner la crise et ses soubresauts en Europe. La dette grecque est proprement insoutenable, et tant qu'elle le sera, l'Europe sera à la merci de nouvelles poussées de fièvre. Si on regarde l'endettement de la Grèce : parti de 227 milliards d'euros 280 milliards au début de la crise fin 2009, arrivé déjà à 280 milliards en avril 2010, il se monte en juin 2011 à 350 milliards d'euros. Il faut donc crever l'abcès, faire que cette dette diminue fortement.

Le premier plan d'aide, on l'a vu, a été entièrement financé par les Etats. Et derrière les États, ce sont les contribuables qui devront combler les trous creusés dans les budgets des États. Alors, une tendance pousse à ce que, cette fois, on mouille le secteur privé. Ce n'est pas toujours aux mêmes de payer. Mais cette position n'existe qu'en Allemagne. La France de

Monsieur Sarkozy (et le journal Le Monde avec), la BCE, sont totalement contre : pour eux, il faut continuer de prêter à la Grèce, tout en la surveillant de près. Sarkozy ne veut pas obliger ses banques à payer, ne serait-ce qu'une partie.

Un bras de fer commence. Les choses deviennent urgentes le 19/20 juin, avec une nouvelle notation de la dette grecque : elle devient le pays le plus risqué du monde. Berlin veut que des créanciers privés puissent participer au nouveau plan de sauvetage, mais la France et la BCE imposent que ce soit seulement au volontariat. Les Européens ne parviennent pas à se mettre d'accord. Du coup, le 11 juillet, la crise va monter encore d'un cran : les marchés attaquent l'Espagne et l'Italie. En bourse, les banques françaises chutent une nouvelle fois : Société Générale perd 5,7%, BNP 6,75%, Crédit Agricole 7,66%.

Le bras de fer continue, en sous-main, pendant 6 ou 7 mois. Un nouvel accord est finalement mis au point, il est voté par le Parlement grec le 12 février 2012. C'est la surprise : l'Allemagne a, au moins en partie, imposé son point de vue. Une partie de la dette grecque est effacée, annulée. Mais on ne nous présente évidemment pas les choses ainsi. A l'opinion publique, on dit et on répète qu'on apporte une nouvelle aide à la Grèce.

Voici comment les choses se règlent. De la dette, des obligations grecques qui se trouvent en possession de créanciers privés, essentiellement des banques, il y en a à ce moment-là pour 206 milliards d'euros. Sur ces 206 milliards, 107 milliards sont effacés, la moitié. Les banquiers et autres n'ont donc plus aucune chance de tirer un sou de cette partie, même si, par miracle, un jour, ces obligations avaient repris de leur valeur. Mais ce n'est pas tout : côté des États cette fois, on décide d'abaisser les taux des intérêts sur le premier plan d'aide, celui de 110 milliards (dont les deux tiers ont déjà été déboursés). Cette baisse des taux, enfin, joue aussi sur les titres que possèdent les créanciers privés. Ce qui fait pour eux, au total, une perte de 70%.

Seulement, voilà, il faut quand même de quoi satisfaire les capitalistes privés. Si d'un côté, on efface 107 milliards d'euros de dette sur les 360 milliards (si l'on inclut la dette aux États) que doit la Grèce à ce moment-là, on lui impose en échange... devinez quoi ? un nouveau plan, encore plus énorme que le premier, une nouvelle « aide », un nouveau prêt de 130 milliards d'euros.

Et on serre les boulons du contrôle : on décide qu'en cas de litige, s'il y a un conflit entre un créancier privé et l'État grec, cela sera jugé non plus en Grèce mais au Luxembourg, ce qui donne la possibilité au créancier de faire saisir des biens grecs. En fait, la Grèce est bel et bien placée sous tutelle, elle perd sa souveraineté.

Les responsables européens respirent un peu. Les craintes sur la zone euro s'éloignent. Car il ne reste plus maintenant que 70 milliards de dette grecque entre les mains des créanciers privés. Du coup, il serait moins grave d'envisager une sortie de la Grèce de la zone euro. Car côté spéculateurs, si les conséquences d'une sortie éventuelle est moins grave, cela devient moins intéressant de prendre des risques en l'attaquant... Voilà à quoi tiennent les crises qui peuvent s'abattre sur nous, dans ce système de dingue !

La dette qui reste se répartit maintenant de la manière suivante : 71 milliards au privé (dont des banques grecques) ; 58 au FESF ; 44 aux États de la zone euro ; 55 à la BCE et 21 au FMI (total 249 milliards d'euros).

En Grèce, on licencie 15 000 fonctionnaires ; il y en aura 200 000 de moins en quatre ans ; l'impôt sur le revenu, qui était récolté au départ pour des revenus au dessus de 12 000 euros annuels, puis était passé ensuite à 8000 euros, touche maintenant à partir de 5000 euros annuels (400 par mois) ; le smic est abaissé d'un tiers, et se retrouve à 511 euros. Mais les créanciers ne sont pas contents : les privatisations n'avancent pas, et ça les énerve.

LA PROMESSE D'ALLÈGEMENT BIDON (novembre 2012, mai 2016)

L'effacement d'une partie de la dette se révèle une bonne opération politique pour les dirigeants grecs et européens. En effet, réaliser une telle opération, permet d'offrir au moins une vague espérance de sortie du tunnel dans lequel la population se sent coincée. Sinon, elle est sans espoir d'aucune sorte, ce qui est insupportable. Mais recommencer un nouveau plan d'effacement, les Allemands ne le souhaitent pas. Ils pensent que cela sera très mal vu... par la population allemande.

Alors, pour faire accepter à la population grecque de subir et de continuer à suer sang et eau pour rembourser la dette, l'Europe va réussir, sans trop le vouloir au départ, à mettre au point une nouvelle stratégie : on promet un effacement, mais on ne le fait pas.

Au départ, ce n'est pas un calcul pervers. C'est simplement un désaccord, un de plus, entre les divers créanciers, qui fait qu'un accord pour un effacement est envisagé, mais qu'il traîne à se réaliser. Le FMI a en effet calculé que, compte tenu des divers emprunts en cours, des intérêts à payer, etc., la dette grecque allait monter jusqu'à 144% du PIB en 2020. C'est insoutenable. Il faut donc trouver le moyen de la réduire.

La France et l'Italie ne sont pas contre un effacement, mais en effaçant cette fois de la dette possédée par les États. Le FMI serait d'accord. Mais l'Allemagne et les Pays-Bas refusent net. Ils ne veulent pas afficher une aide trop voyante à la Grèce, alors qu'on ne cesse de la dénoncer comme le mauvais élève. Tous ne se mettent d'accord que sur un chiffre, celui de 40 milliards qu'il faudrait effacer. Un plan est mis par écrit : moratoire de dix ans sur les taux d'intérêt, nouveaux délais de remboursement, baisse des taux sur les prêts de pays à pays du premier plan d'aide, et peut-être rachat d'une partie de la dette par la Grèce.

Ce plan est annoncé en fanfare aux Grecs, au matin du 27 novembre 2012. Mais il restera lettre morte. Jamais on ne dira qu'il est enterré. Simplement, il reste un bout de papier. Et les politiques vont se rendre compte, de fait, qu'il leur a été utile, puisqu'il a réussi à calmer, un peu, la population grecque, au cours de l'année 2013.

UN EXEMPLE DE L'EFFONDREMENT DU MODE DE VIE : LA SANTÉ

Dans la pratique, les Grecs vivent quelque chose qui est devenu inimaginable dans les pays riches : un effondrement des conditions de vie. Il y a d'abord les chiffres, qu'aime tant notre presse. Ainsi, dans la santé, entre 2009 et 2013, les dépenses pharmaceutiques vont être ramenées de 5,6 milliards d'euros à 2,37, la moitié ; 10 000 lits d'hôpitaux sont supprimés, 9 hôpitaux sont devenus de simples centres de soins. Il n'y a plus qu'une issue, valable pour ceux qui en ont les moyens : souscrire une assurance privée, passeport pour l'excellent réseau des cliniques privées.

Et derrière les chiffres, il y a la réalité de la vie. Jusqu'en 2009, l'OCDE jugeait le système de santé de la Grèce « relativement efficace ». Mais fin 2012, c'est déjà une catastrophe.

Le Monde fait ainsi état de ce cas d'une femme, qui a une reprise de mélanome (un cancer), qui avait été bien soigné une première fois. Mais une commission médicale fait un tri avant de poursuivre des soins devenus trop chers. « Cette commission, explique le mari, a refusé le traitement, et quand je suis allé chercher les résultats, l'un des membres m'a pris à part : "Nous avons du faire un choix, et nous allons garder l'argent pour soigner les enfants. Votre femme a 62 ans, laissez-la donc mourir à la maison " ». En Grèce, on dit que « les médecins jouent à Dieu ».

Autres témoignages : « Quand le papier radiographique manque, on décide de qui a le plus besoin de l'examen, on fait du troc avec les autres hôpitaux, ou bien on demande aux patients d'acheter le matériel », explique une syndicaliste qui a elle-même vu son salaire de 4000 euros divisé par deux et dont les gardes ne sont pas payées depuis le mois de mai. Sur la porte d'une salle de l'hôpital, des infirmières ont accroché une affiche : "N'apportez pas de chocolats à vos proches, achetez-leur du papier toilette". Tout manque : gants en latex, compresses, réactif pour les examens sanguins, cathéters... Seule consolation, les employés des hôpitaux publics ont pour l'heure échappé aux mises en chômage technique qui sont monnaie courante dans d'autres secteurs publics. Mais les médecins partis – en retraite, dans le privé ou à l'étranger – ne sont pas remplacés : à Kilkis (Thessalonique), on est passé de 160 à 125 praticiens ».

« Pour tenter de rétablir les comptes, les patients se sont vus demander un paiement forfaitaire de 5 euros (passé à 25 euros dans le budget voté à l'automne) pour toute consultation, puis une participation variable aux frais médicaux. Sans compter, parfois, la fakelaki, l' "enveloppe" de quelques billets qui fait office de coupe-file et atterrit directement dans la poche du médecin. Les chômeurs, eux, ne sont plus couverts un an après la perte de leur emploi, et doivent s'acquitter de la totalité des frais médicaux. Le plus souvent, ils ne se soignent pas, et attendent que les pathologies s'aggravent pour finalement se rendre aux urgences. Les admissions y ont bondi d'un tiers. »

« Depuis un an, les médecins de la rue Dragoumi (Médecins du Monde) ont aussi vu apparaître de nouvelles pathologies liées à la malnutrition des enfants. Dans tout le pays, des maladies oubliées ont fait leur retour, comme le paludisme ou la tuberculose ».

Nous avons moins de témoignages pour ce qui concerne l'éducation. Mais on sait que des enfants ne peuvent plus manger à l'école, ou que des classes ne sont pas chauffées. En tout cas, les « dépenses » d'éducation ont baissé de près d'un tiers (28,3%) entre 2008 et 2013.

Mi 2013, la Grèce en est à sa sixième année de récession, de baisse du PIB année après année ; l'activité économique a chuté de plus de 20% ; la population s'est appauvrie (24% de taux de pauvreté) ; les tensions politiques montent ; le chômage se retrouve à 27%, près de 60% pour les jeunes de moins de 25 ans, un record en Europe. La dette était à 130% du PIB au début de la crise, elle atteint 157% pour 2012.

Magasins et appartements se couvrent partout d'affiches « à vendre » ou « à louer ». La classe moyenne se sent elle aussi écrasée par les impôts. Mais le tourisme est en hausse, et

les banques grecques commencent à redevenir plus solides. La flotte grecque est aussi redevenue la première du monde. En 2013, les armateurs grecs auront acheté 275 navires neufs, pour 9,4 milliards d'euros. Le Monde ose écrire ce titre, sur une page entière : « *La Grèce va mieux, les Grecs ne le savent pas encore* ». Nous traduisons : « *Les emprunteurs se sentent mieux, car l'argent rentre, les Grecs devraient arrêter de faire la gueule* ».

LA FINANCE S'INVITE DANS LE JEU POLITIQUE

Des élections législatives ont lieu en Grèce en mai 2012. Il en sort un Parlement émietté. Plusieurs possibilités se présentent, selon les alliances possibles entre les divers partis. Si aucune solution n'est trouvée, la question se pose de devoir refaire des élections dès juin. Que fait Bruxelles ? Elle gèle le prêt de 5,2 milliards qui devait tomber à échéance de fin mai : l'Europe utilise donc l'arme du fric pour faire pression sur les politiques grecs ; une façon de leur dire, vous avez intérêt à faire un choix qui ne nous irrite pas trop ! Non contents de s'être immiscés dans l'économie du pays, les créanciers utilisent donc la dette pour jouer même sur la formation du gouvernement.

Finalement, Bruxelles lâche 4,2 milliards, et en garde 1 de côté. Et c'est un gouvernement sans étiquette politique, juste chargé de régler les affaires courantes, donc de faire appliquer les décisions de la troïka, qui est mis en place.

On a assisté, lors des élections, à un déferlement de propagande nationaliste, ce qui n'est pas nouveau en Grèce, à laquelle s'est ajouté tout un discours anti immigrés. Même le parti socialiste Pasok cible les immigrés.

Trois Papandreou ont été Premiers ministres en Grèce. Il y a eu Georges (1888-1968) qui avait tenté un gouvernement centriste deux ans avant la dictature des colonels de 1967. Andreas (1919-1996) a incarné le moment le plus éclatant de la réussite du PS en Grèce. Il en a fait une machine électorale efficace, basée sur le clientélisme, qui va dominer toute la vie politique grecque dans les années 1980 et 1990. Enfin, Georges a repris la direction du parti de son père, avant de le laisser en miettes, lorsqu'il quitte le pouvoir en novembre 2011. Avant lui, c'est Costas Caramanlis (neveu de Constantin, plusieurs fois Premier ministre), a gouverné sous l'étiquette de droite Nouvelle démocratie.

Cette pratique familiale d'entre soi pour conserver et se transmettre le pouvoir, on la retrouve au niveau des régions, des villages, où les mandats de maire ou de député sont transmis souvent de père en fils. En échange des voix obtenues, la vieille habitude est d'accepter de placer les bons amis dans un des postes de l'administration publique. D'où cette impopularité qu'ont les fonctionnaires, et qu'exploite Papandreou en prétendant taper à grands cris sur eux.

À l'extrême droite, l'organisation qui monte avec la crise, c'est Aube dorée. À gauche, c'est Syriza. Comme dans toute crise sociale grave, ce sont les deux extrêmes qui sont en train de monter. Mais si Aube dorée est certainement un parti dévoué aux idées fascistes, Syriza est loin d'être la solution révolutionnaire que certains ont voulu nous présenter. Ce parti dirigé par Tsipras l'emportera aux législatives du 25 janvier 2015, avec 36,3% des suffrages.

Tsipras est né dans une famille de petits entrepreneurs et il est âgé de 40 ans. Diplômé de l'école polytechnique d'Athènes, il a été quelques années ingénieur civil dans le bâtiment,

mais il a surtout fait de la politique. Etudiant, il a été de tous les mouvements, et il a pris la tête des jeunes du Synaspimos. C'est une tendance regroupant des « réformateurs » venant du Parti communiste grec KKE, lorsqu'il a éclaté au lendemain du Printemps de Prague (1968). Syriza va aussi récupérer des gens qui viennent du Pasok, en déclin. Et il a également pactisé avec des souverainistes de droite, les Grecs indépendants.

Comment Tsipras propose-t-il d'alléger le fardeau qui écrase la population grecque ? Il se dit prêt à négocier immédiatement avec les créanciers « *une solution juste et viable au bénéfice des deux parties* ». C'est un peu... la sardine qui se propose négocier avec le requin qui l'a déjà dévorée ! Il promet d'alléger le poids de la dette sur les particuliers, en arrêtant ou en suspendant les poursuites, les saisies des comptes bancaires, des résidences principales. Il prévoit un retour du Smic à 750 euros, au lieu des 500 où on est descendu, le rétablissement des droits des travailleurs qui ont été supprimés, un programme d'emplois dans le public, un soutien aux petites entreprises. Et pour les plus pauvres et les chômeurs de longue durée : des aides sociales pour avoir accès à l'électricité, aux transports, aux soins médicaux gratuits, à des repas subventionnés.

D'où tirera-t-il les sous pour faire tout cela ? Ce sera encore et toujours de l'argent public, des subventions de l'Europe, des impôts. Pas question de toucher un seul centime des banques ou des grosses sociétés privées. Il y aura juste une lutte contre l'évasion fiscale.

LE CAPITALISME EN GRÈCE

En France, on a une image de la Grèce plutôt exotique. Hormis les armateurs et le tourisme, on a du mal à imaginer des capitalistes grecs. Alors, qu'en est-il ? Evidemment, il y a des centaines de milliers de petites et moyennes entreprises, notamment dans le commerce de détail. Mais il y a également une bonne dizaine de grandes familles, propriétaires de grands groupes. Presque tous se découpent plus ou moins en deux parties : d'un côté, un groupe d'entreprises qui sont dans une ou plusieurs spécialités ; et de l'autre, lié au premier groupe, un autre constitué de sociétés présentes dans les médias.

La famille Bobolas domine ainsi le marché de la construction, du traitement des déchets, la gestion des autoroutes, sous l'enseigne Ellaktor SA, gérée par Leonidas Bobolas, fils aîné de Georges Bobolas. Le petit frère, Fotis Bobolas, est lui président du conseil d'administration des éditions Pégasus, qui possèdent cinq journaux quotidiens (dont le journal Ethnos), une quinzaine de magazines et une dizaine de sites internet. Cette famille est aussi actionnaire majoritaire de la première chaîne de télé privée, Mega.

Autre famille dirigeante, la famille crétoise Vardinoyannis. Elle maîtrise le marché du pétrole, avec des raffineries de Corinthe, des participations dans la distribution du carburant (Shell, Coral SA, Avin Oil, etc.). Elle aussi a un pendant dans les médias, étant actionnaire de la chaîne privée de télévision Star, plusieurs radios et des magazines.

La famille Alafouzos, des armateurs de Santorin, est propriétaire du groupe Skai, autour d'une autre antenne privée. Elle possède également le principal quotidien grec Kathimerini. D'autres familles, les Latsis (transport maritime, biens immobiliers, etc.), les Melissanidis (pétrole, loterie, etc.), les Marinakis (transport maritime, propriétaire du principal club de foot l'Olympiakos) sont des acteurs très importants de l'économie grecque.

Ce système d'accouplement entre une branche médias et une branche économie a de nombreux avantages. L'un d'eux est que la télé est un moyen, le principal pour un politicien, de se faire connaître des électeurs.... Et bien entendu, passer dans ces chaînes de télé privées, ce n'est pas gratuit : c'est donnant, donnant. L'entrepreneur attend du politicien à qui il ouvre son antenne qu'il lui renvoie l'ascenseur. Il peut par exemple influencer un ministre, le décider dans son choix de telle ou telle entreprise, pour mener des travaux publics. Les appels d'offres sont de pure façade.

Lorsque Tsipras arrive au pouvoir en janvier 2015, les armateurs reçoivent une consigne des banques : ne pas laisser d'argent en Grèce. On envoie tout à Londres. Londres est en effet le deuxième centre pour les armateurs grecs, après le port du Pirée. C'est là qu'est basé le Baltic Exchange, la seule bourse maritime au monde, où est fixé le prix de transport des cargaisons. C'est là que se trouve la Lloyd's, où les armateurs achètent leurs assurances. C'est là qu'on trouve des milliers d'avocats spécialisés dans les paradis fiscaux, pour y enregistrer les pavillons de leurs bateaux. Tout le beau monde capitaliste se mobilise et organise sa défense avec ses armes, la finance.

LA PUISSANCE DE L'ÉGLISE ORTHODOXE

L'Eglise va en faire autant de son côté, avec ses armes propres, ses valeurs, ses idées. L'axe de défense de l'Eglise, attaquée par certains parce qu'elle ne paye pas d'impôts, est de répondre : *« Mais attendez, qui s'occupe des pauvres que vous avez mis dans la rue ? Il n'y a que nous ! Et vous voulez nous faire payer une deuxième fois ! »*

« L'Eglise n'a pas attendu la crise pour faire de la philanthropie, contrairement à l'Etat grec, qui ne songe aux pauvres que depuis 1981, affirme le père Seraphim. C'est autour de l'Eglise que s'organisent toutes les œuvres sociales : crèches, maisons de vieux, distribution de nourriture et de médicaments... Si on n'était pas là, on se demande où en serait la Grèce ! » Les popes, jure-t-il, sont d'ailleurs les meilleurs témoins de la crise puisqu'ils vivent au milieu du peuple. Son salaire ? 1020 euros par mois (600 euros pour son jeune collègue en début de carrière), brusquement diminué de 200 euros, *« comme tout le monde »*. Ses impôts ? ils sont prélevés à la source, comme tout le monde aussi.

« Même le parti Syriza, autrefois véhément sur nos prétendus privilèges, s'est calmé sur la question en accédant au pouvoir, dit-il. Il a découvert l'ampleur du travail social effectué par l'Eglise et sait que l'Etat serait incapable de prendre le relais. Et puis si l'Etat cessait de payer tous les popes, il faudrait qu'il rende les terres que l'Eglise lui a généreusement données au fil des ans. Il ne nous reste plus que 4% des biens que nous avons ! » En fait, il rappelle là que l'Eglise a joué un rôle important sous l'occupation ottomane, et jusque la création de l'Etat grec en 1830. Une chercheuse à la Fondation Eliamep, Effie Fokas, note d'ailleurs qu'on fait une part bien belle à l'Eglise dans les livres d'histoire grecs : *« Les livres scolaires insistent avec outrance sur la façon dont les prêtres ont combattu pendant la révolution »*, note-t-elle. Et elle corrige : *« Ce n'est pas vrai du haut clergé. L'implication de l'Eglise devrait être nuancée »*.

L'Eglise reste une puissance considérable en Grèce. La Constitution est écrite *« au nom de la Trinité sainte, consubstantielle et indivisible »*, Etat et Eglise sont imbriqués. Les salaires et retraites du clergé sont payés par l'Etat (200 millions d'euros en 2014). L'enseignement religieux est obligatoire dans les programmes. Des icônes sont présentes dans

les tribunaux, et les personnages les plus importants de l'Etat doivent prêter serment devant l'archevêque. Les chefs de l'Etat et de l'Eglise président conjointement célébrations et cérémonies officielles. L'archevêque est enterré avec les honneurs de l'Etat...

Le clergé est puissant, conscient de son immense pouvoir d'influence dans une nation où, pour plus de 80%, la population se déclare orthodoxe. Ce n'est qu'en 2000 que le gouvernement a pris la décision de retirer la mention de l'appartenance religieuse sur les cartes d'identité grecques. Mais trois millions de personnes avaient alors signé pour qu'on n'y touche pas (pour 11 millions d'habitants).

« L'Eglise est désormais imposée comme tous les citoyens grecs, impôts sur les revenus locatifs et commerciaux, impôts sur la propriété, s'insurge Mgr Gabriel, évêque de Nea Ionia. Le budget de mon diocèse est de 82 000 euros, et je paie 25 000 euros d'impôts. En 2014, l'Eglise a versé 2,5 millions pour l'impôts sur la propriété ».

Oui, note Le Monde, qui apporte ces témoignages, mais on aimerait avoir une estimation des biens de l'Eglise, terres, forêts, immeubles, actions, hôtels, appartements, parkings. Or, il n'y a pas de cadastre, pas d'inventaire. Les 6700 églises, monastères, fondations constituent autant de personnes juridiques et ne rendent compte à personne. sans parler de la république monastique du mont Athos, immensément riche, propriétaire de grands bâtiments au centre d'Athènes et qui bénéficie d'un statut à part. Une commission parlementaire avait évalué en 2013 l'étendue des terres à 170 000 hectares, mais le patrimoine des 500 monastères, gigantesque, est impossible à estimer. Quant au portefeuille immobilier de l'Eglise, il comporterait plus de 1400 propriétés foncières de grande valeur à Athènes, une centaine d'appartements disponibles à la location, des propriétés dans des sites protégés.

En fait, depuis 2010, les membres de l'Église doivent payer un impôt sur le revenu de 20% ; il y a des taxes sur les donations et legs, mais elles sont incroyablement basses, 0,5% ; il y a une exemption de l'impôt foncier de toutes les propriétés dédiées au culte, à l'éducation, à la philanthropie (donc la plupart) et ce qui n'est pas loué ; il y a encore une exemption de la taxe spéciale créée en 2011 pour les bâtiments reliés à l'électricité ; il y a enfin exemption de taxes municipales.

Un seul parti, le libéral Drassi, se prononce pour une séparation de l'Église et de l'État. Tsipras, lui, soigne ses bonnes relations avec l'archevêque.

LA GAUCHE RADICALE JOUE AU REFERENDUM (juin-juillet 2015)

Un certain nombre de dirigeants européens n'ont pas supporté qu'un Tsipras leur tienne la dragée haute. Le seul fait d'avoir affaire à quelqu'un d'élu par la population et qui ose prétendre la représenter, ils ne le supportent pas. Ils veulent la fin de son gouvernement de gauche. Et ils font le calcul qu'ils pourront s'en débarrasser en l'obligeant à accepter un accord qui contredit ses engagements.

Tsipras et Syriza n'ont de radical que l'apparence. Radical veut dire qui va à la racine des problèmes. Et là ce n'est absolument pas le cas. Sinon, ces gens dénonceraient la dette complètement, entièrement, et appelleraient la population à se mobiliser sur un seul mot d'ordre : annulation pure et simple de cette dette ! Au lieu de quoi, Tsipras et ses amis vont

jouer au bluff. Sauf que le bluff, face au mur de l'argent, ça n'a pas beaucoup de chances de marcher.

Le 27 juin 2015, Tsipras déclenche un véritable coup de tonnerre : il annonce, en pleine négociation avec les racketteurs du FMI et de l'Union européenne, qu'il va soumettre leur nouveau projet à un référendum populaire. Les négociateurs sont éberlués. Mais, auprès de la population, Tsipras donne l'impression qu'il lui remet la possibilité de décider, et de dire Non à la haute finance mondiale. Place Syntagma, Tsipras harangue ses troupes : « *Nous fêtons la victoire de la démocratie. La Grèce envoie un message de dignité* ». Et il appelle à voter Non.

Tsipras pense de toute manière être gagnant : si c'est le Non qui l'emporte, ce qu'il espère, il pourra faire pression sur les créanciers, les obliger peut-être pas à faire machine à arrière, mais au moins à reculer un peu ; il pourra alors mettre ce recul à son compte. Et si les créanciers ne reculent pas, il pourra dire qu'il a signé contraint et forcé, qu'eux ne respectent pas la démocratie, pourtant inventée... en Grèce, comme on nous l'apprend dans les écoles européennes. Et même si c'est le Oui qui l'emporte, il pourra dire qu'il accepte l'accord demandé par la troïka, parce qu'il respecte la démocratie.

En France, démocratie oblige, la parole est enfin donnée, à ceux qui dénoncent ce qui se passe en Grèce. Dans un numéro spécial du journal Le Monde (5/6 juillet 2015), l'économiste Joseph Stiglitz écrit : « *La Grèce a raison de refuser le diktat de la troïka. (...) Seule une très faible partie des énormes sommes d'argent prêtées à la Grèce lui étaient réellement destinées. Elles ont servi à rembourser les créanciers privés, notamment des banques en Allemagne et en France. La Grèce n'a reçu que des miettes, mais elle a payé le prix fort pour préserver les systèmes bancaires de ces pays. Le FMI et les autres créanciers "officiels" n'ont pas besoin de l'argent qu'ils réclament* ».

Un autre économiste calculait déjà, en 2011, que sur chaque euro prêté à la Grèce, 70 centimes servent à payer des intérêts.

Cohn-Bendit, lui, dénonce le faux radicalisme de Tsipras : « *Si l'on choisit la voie du référendum, écrit-il, il faut qu'il soit préparé et qu'un vrai temps de débat le précède. Ce n'est pas le cas et c'est pourquoi la lâcheté de Tsipras apparaît au grand jour. Le Premier ministre grec pourrait accepter ou refuser l'accord avec ses partenaires européens. Il a été élu démocratiquement, notamment pour cela. Mais il préfère consulter à la hâte ses concitoyens avec une question politiquement difficile à résoudre de façon binaire.* »

Et Cohn-Bendit de dire de ce gouvernement : « *Il s'agit d'un gouvernement nationaliste avant tout, allié à la droite dure et à l'Église orthodoxe (...) Un véritable gouvernement de gauche aurait dû réduire de 50% son budget militaire, payer ses soldats pour qu'ils ne soient pas au chômage et entretenir son armée a minima. Les économies ainsi effectuées auraient ainsi été reversées dans la protection sociale* ». « *De l'autre côté, ajoute-t-il, l'Europe se comporte comme un monstre technocratique qui se moque de la décision du peuple et de la souveraineté nationale. Avec une insupportable condescendance, comme lorsque Christine Lagarde, présidente du FMI, enjoint aux Grecs de "devenir enfin adultes"* ». Et il conclut sur cette dette : « *Lors d'une conférence internationale, l'Europe effacerait la moitié de ses créances, comme elle le fit pour l'Allemagne en 1950. Car la faute de la Grèce en 2015 est bien moins lourde que celle de l'Allemagne en 1945 !* »

Thomas Piketty va plus loin et clame carrément : « *Il faut restructurer l'ensemble des dettes européennes.* » C'est qu'il n'a pas oublié que derrière la soi-disant crise grecque, le problème est venu d'abord de la crise mondiale de la dette. « *Il faudrait (...) une conférence des pays de la zone euro sur la dette – comme il y en a eu après la Seconde Guerre mondiale – pour restructurer l'ensemble des dettes européennes – non seulement la dette grecque mais aussi celles portugaise, italienne.* » A la question : « *Il faut aussi restructurer la dette française qui est passée de 65% du PIB au début de la crise en 2008 à presque 100% ?* » Piketty répond que oui : « *Toute la partie supérieure à 60% du PIB devrait être mise dans un fonds commun de rédemption de la dette publique européenne.* » Et il redit la « *solution, celle de l'Allemagne et de la France dans les années 1950 (...) : un mélange de restructuration, d'annulation de dette, d'inflation, d'impôts exceptionnels sur les patrimoines privés (en clair les riches), qui ont permis à ces deux pays de réduire leur dette de plus de 200% du PIB en 1945 à guère plus de 30% en 1955, sans jamais la rembourser.* » « *L'Europe s'est construite sur l'annulation des dettes du passé, conclut-il. On a dit aux jeunes Allemands et aux jeunes Français des années 1950 qu'ils n'étaient pas responsables des dettes de leurs parents ou des gouvernements précédents. Il faut aujourd'hui faire de même.* »

Enfin, Emmanuel Todd est on ne peut plus clair sur le rapport de la France avec la Grèce, qu'on nous présente comme un bienfaiteur. Pour lui « *N'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon, dans l'épreuve que traverse la Grèce, la France est du côté des rançonneurs, avec l'Allemagne, même si c'est notre Etat, plutôt que nos banques, qui détient désormais de la dette grecque. Bien joué, les banques françaises ! Mais il est vrai que les vieux inspecteurs des finances qui les dirigent contrôlent les jeunes inspecteurs des finances qui commencent leurs carrières à Bercy* » (Marianne 30 janvier 2015).

Nous, nous pourrions ajouter que la Grèce paye aussi pour qu'en France, le renflouement des banques se passe sans trop de vagues pour les gouvernants et pour le système.

Mieux, la dette génère des intérêts. Les chiffres sont rarissimes là-dessus. Mais en juin 2015, on a su que la France avait perçu 700 millions d'euros d'intérêts entre 2010 et 2013, en provenance de la Grèce ; en plus donc de ce qui avait été remboursé. Et Le Monde de commenter : « *Si la Grèce finit par rembourser les États (...) à temps, la Grèce n'aura pas coûté grand chose aux Européens.* »

Mais tous ces débats restent confinés dans les colonnes de journaux comme Le Monde. Pour le grand public, on fait un scénario de psychodrame. On raconte que si la Grèce vote Non, c'est qu'elle va sortir de l'Europe, et que c'est peut-être alors le début de la fin pour l'Europe...

Le résultat du référendum est clair et net : le Non l'emporte très largement avec 61,3%, près des deux tiers des voix. Évidemment, rien ne se passe en Grèce. Si ! Tsipras, qui pouvait se sentir sur un siège éjectable, se sent maintenant dans un bon fauteuil...

LE TROISIÈME PLAN D'AIDE VOTÉ PAR LA GAUCHE DE SYRIZA ET TSIPRAS (14 août 2015)

Le grand cirque du référendum terminé, le gouvernement Syriza, Tsipras en tête, vote le nouveau et troisième plan d'aide imposé par l'Europe. Tsipras appelle à voter parce que,

selon lui, ce plan de trois ans permet d'assurer « *la survie du pays et de continuer le combat* ». Ce nouveau plan est d'environ 85 milliards d'euros. Mais il n'est pas complètement finalisé. Il y a encore et toujours des désaccords. Le FMI ne veut pas être partie prenante si on n'allège pas la dette grecque, qui atteint maintenant 180% de PIB ! Mais l'Allemagne, qui tient à ce que le FMI soit bien présent, pour jouer au méchant flic qui se fait obéir, ne veut pas alléger la dette grecque tout de suite.

Tsipras laisse croire aux Grecs que grâce à lui, si on accepte gentiment les conditions des créanciers, ceux-ci vont finir par tenir leur promesse d'alléger la dette. Effectivement, l'opération d'une promesse d'allègement bidon va être relancée en mai 2016. Mais cette fois, il s'agit de rassurer les marchés financiers, dont on craint les réactions alors que va avoir lieu le vote de la Grande-Bretagne pour ou contre la sortie de l'Europe. Et cela permet de faire voter par le Parlement grec un nouveau plan d'économies de 3 milliards par an, avec une réforme drastique des retraites et une autre sur l'impôt sur le revenu. Si ces engagements sont bien tenus par Tsipras, les créanciers promettent d'examiner les moyens de réduire la facture de la dette : ils promettent. Tsipras, lui, en est à sa cinquième journée de grève générale. Il contribue à décrédibiliser, lui aussi, la gauche après s'être présenté comme celui qui allait stopper l'austérité.

LA GRÈCE INSTALLÉE DANS LA DETTE JUSQU'EN 2050

Quel est le bilan de tous les plans d'austérité effectués en Grèce, que ce soit par Papandreou ou par Tsipras ? Quel est le bilan pour la société grecque ? C'est une fondation allemande, proche de la centrale syndicale DGB, qui en donne une image intéressante. Cette fondation (Hans Böckler) a étudié l'évolution des revenus en Grèce de 2008 à 2013, en épluchant les données de 260 000 foyers fiscaux représentatifs. En moyenne, les revenus des ménages étaient de 23 100 € avant impôt en 2008 ; ils sont tombés à 17 900 € en 2012, soit une baisse de 23%.

Mais cette étude va plus loin et ne se contente pas des chiffres moyens. Si on prend maintenant les chiffres par différentes catégories, on s'aperçoit que les salariés des entreprises publiques ont perdu un peu plus que la moyenne, 25% de leurs revenus, du fait de la baisse du Smic et de l'affaiblissement des conventions collectives.

Surtout, si on étudie la société grecque, tranche de 10% de la population par tranche de 10%, on s'aperçoit que ce sont les plus pauvres qui ont le plus été frappés. Les 10% des foyers qui étaient déjà les plus modestes ont vu leur revenu avant impôt s'effondrer de 86% entre 2008 et 2012. Pour les deuxième et troisième déciles (les deux tranches de 10% suivantes), la baisse a été respectivement de 51% et de 31%. Du 4^{ème} décile au 7^{ème} décile, elle a été comprise entre 25 et 18%. Et à l'autre bout du découpage, les 30% les plus riches ont perdu entre 20 et 17%

Ces chiffres ne tiennent pas compte des impôts. On pourrait penser qu'en comptabilisant les impôts, les choses seraient moins contrastées. Il n'en est rien. Selon la fondation qui a fait cette étude, les impôts directs ont progressé de 53%, ceux indirects de 23%. Et ce sont les Grecs les plus modestes qui ont été les plus imposés. La moitié la plus pauvre a vu la pression fiscale augmenter de 337%, c'est-à-dire tripler. Pour la moitié la plus riche, c'est seulement 9%

Enfin, nous avons vu plus haut que l'on a beaucoup dénoncé les fonctionnaires. Eh bien, en réalité, les chiffres montrent que cette catégorie n'a perdu que 8% de ses revenus, en moyenne il est vrai, entre 2009 et 2013 ; des baisses de salaires pourtant annoncées n'ont pas été mises en œuvre, par exemple, ou bien des actions en justice en ont freiné l'application. Résultat, alors que les fonctionnaires touchaient à peu près 35% de plus que ceux du privé avant la crise, ils touchent maintenant 45% de plus. C'est le secteur privé qui a le plus souffert. En clair, avec la crise, partout, les plus privilégiés gardent ou accentuent leurs privilèges, même s'ils sont un peu rognés.

Pour conclure, provisoirement, cette histoire de la dette grecque, voici les chiffres des échéances prévues telles que les a données le journal Le Monde (5/6 juillet 2015) : envers le FMI, l'État grec devait alors environ 2 milliards d'euros par an, tous les ans, de 2017 à 2023. Ensuite, aux divers pays de la zone euro qui lui avaient « prêté » directement de l'argent (aide bilatérale, du premier plan), l'État grec doit un petit plus, entre 2 et 3 milliards d'euros selon les années, tous les ans, cette fois de 2021 jusque 2040. Arrivent ensuite les investisseurs privés, banques et autres : l'État grec leur doit un petit moins, environ 1,5 milliard par an, tous les ans, depuis 2023 jusque 2042. Enfin, envers la BCE (Banque centrale européenne), c'est bien plus lourd : il faudra payer en gros 2 milliards par an, tous les ans, de 2022 à 2031 ; puis la note monte à 5 milliards par an de 2032 à 2041, et elle monte encore plus, selon les années entre 5 et 10 milliards par an, de 2042 à 2047 ; et elle redescend, sin peut dire, à 3 ou 4 milliards par an, toujours tous les ans de 2048 jusque 2054. Si, il y a une année où il n'y aura rien à payer, c'est 2052...

Octobre 2016